

CONSULTATION DES CITOYEN-NE-S

Les tripes de l'Europe



European citizen consultation: le monde à l'envers. Pendant quelques heures, c'est le peuple qui délibère et les élites qui attendent et écoutent. (photo: Raymond Klein)

Donner la parole aux gens, voilà une idée sympathique. On peut tenter laborieusement de leur faire dire ce qu'on a envie d'entendre. Ou bien chercher à écouter et à comprendre.

(RK) - "Imaginez-vous l'Europe aujourd'hui, si on n'avait pas procédé à l'élargissement. (...) Et imaginez-vous que l'euro n'ait pas été là [lors des crises récentes]." Quand il parle de l'Europe, Jean-Claude Juncker adore dramatiser. Il ne s'est pas privé mardi dernier à la Chambre, lors de sa déclaration à l'occasion du 50e anniversaire du traité de Rome. "Parce que nous ne savons pas l'imaginer, nous ne savons pas apprécier ce que nous avons. L'euro est une politique de paix par d'autres moyens. (...) Cela est [aussi] lié à l'importation d'une idée vers un lieu affligé, et ce lieu c'est l'Europe."

En mettant en avant de tels arguments pour ranimer l'enthousiasme européen des Luxembourgeois-es, le premier ministre s'expose à la critique des Européens les plus convaincus. En effet, le budget de l'Union négocié durant la présidence luxembourgeoise est insuffisant pour assurer une bonne intégration des nouveaux Etats membres. Et si la paix est assurée par les élargissements, pourquoi refuser l'adhésion rapide des pays des Balkans, où le risque de conflit armé est particulièrement grand?

Beaux discours

Beaucoup plus de retenue - et donc moins d'angles d'attaque - dans le discours du ministre délégué aux Affaires étrangères à la European Citizen Consultation (ECC, voir woxx no 891) dimanche 11 mars à Canach: "En faisant le bilan de 50 ans de construction européenne, nous constatons que beaucoup de choses ne fonctionnent pas comme nous le souhaiterions - mais il y a aussi des réalisations immenses." Nicolas Schmit a promis à la quarantaine de citoyen-ne-s ayant participé aux débats "une nouvelle approche", suite à la "leçon" des référendums sur le projet de constitution. Il a notamment plaidé pour un rééquilibrage entre les exigences de l'évolu-

tion économique et le besoin de protection sociale.

Le "Je vous ai compris" de Schmit était facilité par le contenu des textes adoptés par la ECC. Ainsi le groupe de travail "Famille et bien-être social" a exigé une "mise en place d'un audit social de la part de tous les pays de l'Union Européenne et d'un cadre législatif réglementaire au niveau européen imposé à tous les pays par rapport à la santé, la retraite et le RMG." On est autant frappé par l'ambition - voire l'irréalisme - de l'exigence d'une européanisation de la protection sociale que par la langue de bois dans laquelle elle s'exprime. La générosité de cette proposition est d'ailleurs toute relative: "Les minima [sociaux] doivent être adaptés selon l'évolution économique des pays afin d'éviter des distorsions entre pays qui provoquent des flux migratoires."

Angoisses identitaires

Les textes produits par la ECC luxembourgeoise risquent de confirmer le soupçon qu'il ne s'agissait que d'un stratagème: endiguer l'euroscepticisme et contribuer à l'acceptation d'un nouveau texte constitutionnel concocté à huis clos, tout en faisant semblant d'être à l'écoute "des gens". Après tout, l'ECC fait partie du "plan D - démocratie, dialogue et débat ", lancé suite au désastre des référendums, et les courants eurocritiques ne sont pas intégrés à son organisation. Mais sur le terrain, les choses sont plus complexes.

Ainsi, le groupe de travail "Famille et bien-être social" a discuté sur l'existence d'une société parallèle portugaise au Luxembourg. "C'était bien de pouvoir exprimer cela", dit Marie-Laurence Loew, une participante interrogée par le woxx. Elle a été surprise que les deux Portugais présents à la table partagent cette vue du problème. Le groupe a finalement mis en avant des revendications comme la gratuité des st-

ructures d'accueil pour enfants, afin de favoriser la mixité ethnique. "J'espère que ceci servira à quelque chose, que certaines de nos propositions seront reprises par la politique", conclut Loew.

Si cette réaction pragmatique et nationale à un sujet imposé européen peut surprendre, elle se retrouve aussi dans le rapport d'étude sur le référendum. Ce document, élaboré pour la Chambre des député-e-s par le même groupe d'universitaires qui coordonne l'ECC, vient d'être publié. A côté des analyses statistiques, les chercheurs ont organisé des débats en groupe. Ils ont constaté qu'en débattant du lien entre constitution européenne et cohésion sociale, les Luxembourgeois-es ont thématisé la perte de la solidarité traditionnelle et la crainte d'une "société compartimentée". Lors du référendum, l'électorat n'a pas distingué entre l'européanisation culturelle et la constitutionnalisation de l'Union, estiment les auteurs du rapport.

De même, la question de l'emploi a souvent été abordée non pas du point de vue des dispositions constitutionnelles, mais de celui de la concurrence avec les frontaliers. Lors de ces débats en groupe, comme lors de l'ECC, l'idée d'introduire une préférence nationale lors de l'embauche a régulièrement été avancée. C'est là que se manifestent les limites du débat consultatif: en effet, ces propositions politiquement incorrectes et les discussions - très vives, à ce qu'il paraît - qui s'en sont suivies, ne sont pas répercutées par les textes finaux.

Plusieurs éléments ont contribué à cet apprivoisement - ou à ce traficotage - des opinions présentes. Ainsi la langue de travail a été le français, pénalisant les participant-e-s les moins éduqué-e-s. Et comme il fallait produire un texte consensuel en un temps limité, les modérateur-trice-s ont eu tendance à favoriser les pistes les plus "fructueuses". Lors de la présentation des propositions, cela s'est manifesté par un vote-sanction record de 40 pour cent sur une des propositions du groupe de travail "Identités en Europe", celui où on s'était le plus bagarré.

Façonnage d'un espace public européen

Charles Margue, directeur de l'institut de sondages Ilres et co-organisateur de l'ECC, interrogé par le woxx, a estimé qu'il s'agissait d'une sorte de "mise à niveau" en matière d'éducation civique. Il a reconnu que l'évènement pouvait être instrumentalisé par l'establishment européen: "Par certains aspects, cela ressemble à une messe. Mais au vu des effets positifs que ça peut avoir, fallait-il pour autant refuser de la célébrer?" L'effet positif prioritairement recherché par

les organisateurs de l'ECC est la mise en place d'un "espace public européen". Durant la consultation on avait mis en communication directe les "citizen" luxembourgeois avec leurs pairs de plusieurs autres pays. Le déroulement des discussions montre cependant qu'il faudra plus que cette séance de téléphonie internet improvisée pour faire adopter un point de vue européen aux ressortissant-e-s des différents Etats membres.

L'erreur serait de rechercher cette absence de conscience européenne uniquement du côté de celles et ceux qui ont voté non au référendum sur la constitution. C'est ce que révèle le rapport d'étude pour la Chambre. Ainsi bon nombre des propos qui y sont cités pour mettre en évidence le repli identitaire luxembourgeois ne proviennent pas de nonistes peu éduqué-e-s, mais de oui-istes ayant accompli des études post-secondaires. Par ailleurs, les auteurs de l'étude estiment que la victoire du oui est due à la mobilisation de dernière minute du CSV autour d'un discours "nationalitaire". Ce ne seraient donc pas les Européen-ne-s convaincu-e-s qui auraient fait la différence, mais l'électorat inquiet par les menaces sur l'identité nationale: il a fait confiance aux assurances du premier ministre que la constitution était essentielle pour préserver l'intérêt national. Enfin, autre mythe dissipé, celui du non qui aurait été motivé par mille autre choses, mais pas par l'hostilité au texte constitutionnel. Le chiffres montrent que l'élément clé le plus important du vote noniste a été l'opinion sur la constitution.

Ce n'est pas pour autant que le discours du Comité pour le non a été plus représentatif des préoccupations populaires. Pour un sujet comme l'euro, la gauche altermondialiste, qui a structuré la campagne du

non, met l'accent sur la politique monétaire de la Banque centrale européenne, qui se préoccupe exclusivement de combattre l'inflation. Or dans les groupes de débat, c'est précisément l'inflation qui préoccupe les gens: comme en Allemagne, ils parlent de "Teuro" et rendent la monnaie unique responsable de la perte de leur pouvoir d'achat. "... Personnellement, je ne sais pas pourquoi, parce qu'il n'y avait pas d'études qui avaient été faites là-dessus. Mais un an après l'Euro les prix avaient déjà doublé pour le même appartement", constate l'un des débatteurs.

L'euro, victime expiatoire

"Quand nous fêterons que nous sommes le plus grand marché intérieur du monde, pensez à cette tragédie d'une partition en espaces économiques à laquelle nous avons mis fin ..." Dans son discours à la Chambre, Jean-Claude Juncker a mis dans la balance les problèmes causés par l'euro et le marché intérieur avec les acquis de la paix et de la stabilité. Il ne risque pas de convaincre celles et ceux pour lesquelles l'Union monétaire n'est que la surface de projection des angoisses identitaires et du mécontentement social. La paix comme ultime fondement du projet européen ne fait plus recette. Contrairement à ce qu'avance Juncker, ce sont déjà les générations présentes qui se fichent des guerres du passé. En consultant les études faites sur la manière de penser des populations, le premier ministre et ses collègues se rendront compte que l'union politique et économique ne pourra trouver son fondement que dans le contrôle démocratique et dans le mieux-être social.

Cherchez la femme

C'est un fait avéré: les hommes sont beaucoup plus touchés que les femmes par le daltonisme. Cette déficience oculaire qui réduit la capacité de distinction de certaines couleurs connaît d'ailleurs plusieurs variantes (deutéranopie, protanopie, tritanopie, etc.). Le woxx vient d'en découvrir une nouvelle cette semaine: la mosaropie.

Contrairement aux formes connues jusqu'à présent, ce type de daltonisme n'a rien à voir avec la perception des couleurs. Heureusement, car il atteint principalement les photographes de sexe masculin. Notre photographe est en affligé. Peuchère! Malgré son talent unanimement reconnu, il éprouve le plus grand mal à distinguer les femmes députées, surtout lorsqu'elles sont socialistes. Comme vous avez pu le constater sur la deuxième page, c'est Lydie Err qui a consenti cette semaine à nous accorder un entretien. Mais quelle ne fut pas la surprise dans la rédaction lorsque apparut sur notre écran une belle photo de sa collègue de groupe Vera Spautz! Cette dernière s'était aimablement prêté à la séance photo, non sans un certain étonnement. Pas grave, la photo est réussie, elle est archivée. Il ne reste plus qu'à Madame Spautz de nous fournir un sujet propice à une interview ...